

## Bulletin d'histoire politique

# Le Groupe socialiste des travailleurs (1974-1987) Deuxième partie : les autres dimensions de l'activité politique du GST

Louis Gill



Volume 14, Number 3, Spring 2006

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1054479ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1054479ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique  
Lux Éditeur

### ISSN

1201-0421 (print)  
1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Gill, L. (2006). Le Groupe socialiste des travailleurs (1974-1987) : deuxième partie : les autres dimensions de l'activité politique du GST. *Bulletin d'histoire politique*, 14(3), 271–292. <https://doi.org/10.7202/1054479ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2006

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**Érudit**

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

## Le Groupe socialiste des travailleurs (1974-1987) Deuxième partie : Les autres dimensions de l'activité politique du GST

LOUIS GILL  
*Professeur retraité*  
*Université du Québec à Montréal*

### IMPLANTATION DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL

Les militants du GST étaient surtout présents dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des services publics, beaucoup moins dans le secteur privé. Le GST comptait également un bon nombre de militants jeunes qui intervenaient principalement dans les organisations étudiantes. Dans le mouvement ouvrier, les militants du GST sont intervenus dans les syndicats locaux, les fédérations et les instances, centrales et régionales, des centrales syndicales, principalement à la CSN et à la CEQ. Ils ont influencé l'orientation et participé à la direction d'importantes batailles, dont celles du transport en commun à Montréal (grèves des employés d'entretien de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal<sup>1</sup>), des fronts communs des secteurs publics et parapublics, du secteur universitaire (grève professorale de quatre mois à l'UQAM en 1976-1977), des enseignants de l'Alliance des professeurs de Montréal et de la CEQ et du secteur de l'édition (grève de 21 mois des employées du CEC contre les géants Hachette et Power Corporation en 1977-1978).

Les faits d'armes les plus mémorables des militants du GST, ceux qui ont le plus marqué les luttes ouvrières de toute cette période et qui ont eu un puissant impact dans l'ensemble du mouvement ouvrier, sont incontestablement ceux qui ont jailli de la formidable combativité des militants du Syndicat du transport de Montréal de la CTCUM : grève illégale victorieuse de 44

jours en 1974 pour obtenir l'indexation des salaires au coût de la vie, défiances d'injonctions lors de ce conflit qui ont donné lieu à 234 accusations d'outrage au tribunal ; peines de prison infligées aux quatre dirigeants du syndicat en 1978 à la suite des accusations portées en 1974<sup>2</sup> ; grève légale victorieuse de trois semaines en 1979 ; grève unitaire avec les deux autres syndicats de la CT-CUM (employés de bureau, chauffeurs d'autobus et opérateurs de métro) en janvier 1982 et défiance de la loi spéciale du gouvernement Lévesque adoptée pour casser la grève, amendes de 700000 dollars infligées aux trois syndicats et poursuites du gouvernement contre les 6000 grévistes ; incarcération des cinq dirigeants du STM en 1983, pour avoir désobéi, en novembre 1982, à une injonction interdisant une grève de solidarité de 24 heures avec les travailleurs du secteur public ; mise en tutelle du syndicat et congédiement de 19 de ses dirigeants et militants en vertu d'une loi antidémocratique exceptionnelle du gouvernement du PQ, adoptée en mai 1983 pour sévir contre une grève générale illégale déclenchée en réaction à un harcèlement patronal devenu intolérable ; réintégration en décembre 1983 des 19 dirigeants à la suite d'une vaste campagne d'appui du mouvement syndical et des organisations de défense des droits démocratiques, mais nouvelle condamnation, en mai 1984, de quatre dirigeants du syndicat à des peines d'emprisonnement. La férocité de ces attaques du gouvernement du PQ contre le STM traduisait sa volonté de casser ce syndicat et ce qu'il représentait et d'enrayer ainsi la menace de propagation du projet dont il était porteur.

### UNITÉ SYNDICALE

Sur le terrain de l'action syndicale comme sur le terrain politique, le GST a sans relâche mis de l'avant la nécessité de l'unité d'action des organisations comme condition essentielle de la réussite de ces batailles, et condamné les divisions entretenues par les directions. Partisan de la fusion des centrales syndicales en une centrale unique, il a défendu ce point de vue en particulier en 1974 au sein de la Fédération nationale des enseignants de la CSN, au moment de la transformation de la Corporation des enseignants du Québec en Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ). Cette décision de se constituer en une nouvelle centrale au moment de l'abandon de son statut archaïque de « corporation professionnelle », plutôt que de se joindre aux syndicats d'enseignants regroupés au sein de la CSN, constituait une source nouvelle de dispersion des forces syndicales, de division et de concurrence entre elles pour gagner de nouveaux membres. D'autant plus que la nouvelle centrale annonçait sa volonté de regrouper en son sein « tous les travailleurs de l'enseignement », ce qui impliquait nécessairement un maraudage auprès

des syndicats d'employés de soutien déjà affiliés à la CSN et à la FTQ. Les militants du GST sont intervenus dans ce débat pour défendre la perspective d'une fusion organique des trois centrales<sup>3</sup>. En 1977, lorsque la CSN et la CEQ ont entrepris des discussions en vue de fusionner les deux centrales et qu'elles ont publié à cet effet une *Déclaration d'intention relative à l'unité syndicale*, soumise à tous leurs membres<sup>4</sup>, le GST a salué ce rapprochement entre les deux centrales comme un pas en avant dans la voie de l'unité organique de tout le mouvement, la voyant comme un point d'appui à partir duquel entreprendre de nouvelles démarches auprès de la FTQ qui avait refusé d'emboîter le pas aux deux autres centrales, pour la convaincre de s'y joindre. Mais il mettait en garde contre un éventuel processus de maraudage des syndicats de la FTQ qu'on tenterait un à un de rallier à la nouvelle centrale. Le chemin vers l'unité de tout le mouvement ne peut passer, disait-il, par le maraudage et la division.

Il ne pouvait pas non plus être celui que proposait alors le PQ, celui d'un syndicalisme « des travailleurs d'ici », regroupés sur la base des intérêts de la nation, pratiquant la collaboration de classe par la participation aux organismes de l'État. Il ne pouvait s'agir d'une « Confédération générale des travailleurs du Québec », comme la désignait le leader de l'opposition péquiste Robert Burns en 1975, une CGTQ vouée au « syndicalisme d'ici... authentiquement pour le Québec... totalement, massivement, intimement québécois... et participationniste »<sup>5</sup>. L'unification du mouvement devait se faire au contraire, soutenait le GST, en opposition à ces tendances d'intégration à l'État. L'évolution, comme on le sait, a été tout autre. Non seulement les centrales sont-elles entrées de plein pied dans la concertation, mais, après l'échec du projet de fusion de la CSN et de la CEQ, cette dernière a évolué vers ce qui était prévisible depuis le jour de sa création, c'est-à-dire vers une autre centrale à vocation polyvalente, débordant le champ du seul enseignement pour s'étendre au secteur des affaires sociales et livrer par la force des choses une concurrence en bonne et due forme aux deux autres centrales pour la conquête de membres, accentuant une division des forces syndicales qui ne peut bénéficier qu'aux patrons. Elle modifiait en conséquence son nom en Centrale des syndicats du Québec (CSQ), abandonnant la référence à son secteur d'origine, l'enseignement.

## DÉFENSE DES DROITS DES FEMMES

La lutte pour la défense des droits des femmes a été une composante importante du combat du GST. Dès son 11<sup>e</sup> Congrès, en février 1976, il a adopté un document de base intitulé *Comment les marxistes combattent pour*

*l'émancipation de la femme*, publié la même année sous forme de brochure par les Presses socialistes internationales. Les grandes lignes de la politique qu'il a défendue à cet égard sont les suivantes. Les femmes ne peuvent mener seules la bataille contre leur surexploitation sur les lieux de travail et leur oppression sociale en tant que femmes. C'est l'ensemble des travailleurs qui doit mener cette lutte avec elles. Il appartient donc au premier titre aux organisations syndicales, seule force organisée des travailleurs, de se faire le porte-parole des revendications des femmes en tant que partie intégrante de l'ensemble de ses revendications. D'où l'importance première de la mise sur pied de comités de la condition féminine dans les syndicats, des instances locales aux instances centrales, et d'une concertation de cette action dans un comité intercentrales. D'où aussi la nécessité d'États généraux du mouvement ouvrier sur cette question. Cette politique trouvait un écho dans le document intitulé *La lutte des femmes, combat de tous les travailleurs*, adopté en juin-juillet 1975 par le congrès de la CSN. Les premières revendications à défendre dans cette lutte : un droit réel pour les femmes au travail social sur le même pied que les hommes, par la mise sur pied d'un réseau complet de garderies public et gratuit et des congés de maternité payés par l'employeur ou par l'État avec garantie de retour au travail en conservant les droits acquis ; des conditions de travail égales à celles des hommes (salaires, avantages sociaux, accès aux emplois) ; la pleine reconnaissance des droits démocratiques, dont le droit à l'avortement libre et gratuit<sup>6</sup>.

Le GST et ses militantes et militants se sont pleinement investis dans ce travail, dans le mouvement syndical, au sein de groupes de défense des droits des femmes, ainsi que par son activité propre, en particulier à l'occasion de la journée internationale des femmes, la Fête du 8 mars. En 1979, à titre d'exemple, il réunissait 400 personnes le 10 mars dans une soirée de débats, à laquelle participait en particulier Léa Roback, et de lecture de poèmes de Bertold Brecht par la comédienne Monique Mercure. Il a apporté du début jusqu'à la fin son indéfectible soutien militant à la défense du droit à une maternité librement consentie et à l'avortement libre et gratuit, à la lutte pour le retrait des articles 251 et 252 du Code criminel canadien qui font de l'avortement un crime, à toutes les initiatives qui ont été mises sur pied à cet effet et au formidable combat de cet immense défenseur des droits des femmes qu'est le docteur Henry Morgentaler. « Votre détermination, lui écrivait le GST en 1985 en souscrivant à une campagne de levée de fonds en faveur de son combat, est un exemple pour tous ceux et toutes celles qui sont épris de liberté et de justice »<sup>7</sup>.

## JEUNESSE ET MOUVEMENT ÉTUDIANT

Dans le mouvement étudiant, les militants du GST ont contribué à mettre sur pied au milieu des années 1970 l'Association générale des étudiants de l'UQAM (AGEUQAM) dont la plupart des dirigeants, au cours des premières années, ont été des membres du GST et qui a été le principal canal par lequel s'est exercée son influence au sein du mouvement. Dès sa fondation en 1976, l'AGEUQAM a entrepris une bataille pour que soit rétabli un fonctionnement démocratique au sein de l'Association nationale des étudiants du Québec (ANEQ), créée en 1975 à la suite d'une grève victorieuse pour les prêts et bourses, et pour contribuer à construire cette association sur la base du programme des revendications étudiantes. Dirigée par la fraction la plus caricaturale du dogmatisme autoritaire gauchiste, l'ANEQ agissait comme un repoussoir face à la masse du mouvement étudiant. Sur le plan programmatique, l'AGEUQAM mettait de l'avant la perspective d'une liaison des revendications étudiantes à celles du front commun des salariés des secteurs public et parapublic en vue de les défendre dans une lutte commune contre le gouvernement et ses attaques contre les conditions de vie et d'étude. Constatant qu'il n'y avait pas de solution « étudiante » au chômage, elle en appelait à une Conférence intersyndicale sur cette question et sur les moyens à engager pour la résoudre. Elle se prononçait par ailleurs en faveur de l'école publique et laïque et la gratuité scolaire à tous les niveaux, ainsi que pour la défense des droits démocratiques et la reconnaissance syndicale et défendait ce programme au sein de l'ANEQ. Elle réitérait en 1979 sa conviction de la nécessité d'une action commune avec le mouvement syndical pour la défense des revendications ouvrières et étudiantes et adoptait simultanément une position en faveur de l'indépendance du Québec qu'elle parvenait à faire adopter, en mars 1980, par l'ANEQ réunie en congrès, malgré l'opposition de sa direction.

Les profonds problèmes posés par l'absence de démocratie au sein de l'ANEQ et la paralysie complète dans laquelle cette organisation avait sombré lors de son xv<sup>e</sup> congrès en 1981, qui s'était soldé après cinq jours de débats par l'incapacité d'en arriver à quelque décision, avaient alors amené les militants du GST à conclure à la nécessité de s'engager dans une tentative de refondation du mouvement étudiant, par la création d'un regroupement portant le nom de Regroupement pour un véritable syndicat national étudiant au Québec (RVSNEQ). Mais deux nouvelles organisations nationales étudiantes avaient également vu le jour entre temps, le Regroupement des associations universitaires étudiantes (RAEU) et la Fédération des associations étudiantes des collèges du Québec (FAECQ). Ces deux organisations étaient

de pures créations du PQ et agissaient dans le mouvement étudiant comme des relais du gouvernement. Elles défendaient énergiquement, en particulier, le projet gouvernemental de « reconnaissance » des associations étudiantes (projet de loi 32) qui était en fait une machine de guerre contre leur reconnaissance en soumettant leur accréditation à des critères d'une extrême sévérité et à l'arbitraire d'un « agent » gouvernemental investi du pouvoir de les désaccréditer et de les liquider selon son évaluation de leur représentativité. Ces faits devaient contribuer à rapprocher le RVSNEQ de l'ANEQ, dont les revendications étaient désormais sensiblement les mêmes à la suite d'un nouveau congrès de l'ANEQ en mars 1983 (pleine reconnaissance des associations étudiantes, gratuité scolaire à tous les niveaux. . . ). Le retour au pouvoir du PLQ en 1985 et l'annonce de sa volonté d'augmenter les frais de scolarité devait agir comme une nouvelle catalyseur du rapprochement des associations, y compris le RAEU et la FAECQ. Alors que l'ANEQ, dans ce cadre, décidait d'inviter à un congrès spécial les associations affiliées à ces fédérations, mais de ne pas inviter les fédérations elles-mêmes, le GST défendait quant à lui la position selon laquelle toutes les organisations devaient être invitées. Pour organiser l'opposition la plus solide au gouvernement, il fallait, selon la politique qu'il a toujours défendue, construire un mouvement uni, indépendant et démocratique.

Les militants jeunes du GST qui intervenaient dans le mouvement étudiant disposaient d'un cadre de regroupement, de réflexion et d'élaboration, le Rassemblement des jeunes pour le socialisme (RJS), mis sur pied à l'initiative du GST, où ils se retrouvaient avec eux d'autres jeunes, travailleurs et sans travail. Le RJS a organisé des activités à son propre compte, comme des assemblées publiques, a tenu ses propres congrès et assemblées, organisé des camps de formation, publié un journal et produit un *Manifeste*, rendu public en 1976. Conjointement avec l'Union des jeunes indépendantistes de l'Outaouais (UJIO), il a organisé en juin 1980 une Conférence nationale des jeunes pour l'indépendance du Québec. Peu après, le RJS a cessé ses activités. Les militants du GST œuvrant dans la jeunesse se sont par la suite impliqués dans le Rassemblement pour l'organisation autonome de la jeunesse (ROIJ), puis dans le Regroupement autonome des jeunes (RAJ) créé à l'initiative de l'ANEQ et d'une douzaine d'organisations de jeunes dans la foulée du Sommet québécois de la Jeunesse de 1983. L'objectif du RAJ était de regrouper les jeunes et leurs organisations à travers le Québec afin de coordonner leurs luttes pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Il a organisé de nombreuses actions d'envergure nationale, avec l'appui du mouvement syndical, pour défendre les revendications de la jeunesse, dont l'occupation de bureaux gouvernementaux et du lac Ossisko en Abitibi, présenté un candidat contre

le PQ et le PLQ aux élections partielles de novembre 1984 et organisé la Marche des Jeunes pour l'emploi en 1985, renouant avec la Grande Marche des chômeurs de 1935 sur Ottawa.

## LAÏCITÉ

L'engagement du GST dans la lutte pour la séparation de l'Église et de l'État, pour un système d'éducation unique, public et laïque et pour l'abolition de toute subvention gouvernementale à l'enseignement privé découlait naturellement de son engagement dans la lutte pour l'abrogation de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique (AANB) et la destruction de l'État fédéral canadien. La revendication de la laïcité, de la dissolution de tout lien entre l'Église et l'État, et de l'égalité des droits de tous les citoyens, comme le GST le répète sans cesse dans ses écrits et ses interventions, était une des revendications du mouvement démocratique des révolutionnaires du Bas-Canada et du Haut-Canada en 1837-1838, qui a été écrasé par l'Empire britannique. L'échec de cette révolution avait ouvert la voie à la formation en 1867 de la Confédération canadienne dont la loi constitutive, l'AANB, garanti par son article 93 le caractère confessionnel du système d'éducation au Canada et le droit des catholiques et des protestants à des écoles religieuses. La persistance de la domination historique de l'Église sur l'École, qui s'exprime alors par le biais des Comités catholique et protestant du Conseil supérieur de l'Éducation, est donc une des questions démocratiques non résolues par l'histoire, reliée à la question, plus générale, de l'oppression nationale du peuple québécois. Ainsi est-il tout à fait naturel, explique le GST, qu'au cœur de l'aspiration du peuple du Québec à s'autodéterminer se trouve le combat pour l'école publique et laïque<sup>8</sup>. C'est cette aspiration que le GST a défendue avec acharnement pendant toutes les années de son existence, dans ses écrits et ses interventions directes sur la place publique, ainsi que par les interventions de ses militants dans le mouvement syndical, en particulier à l'Alliance des professeurs de Montréal et à la CEQ, et dans les organisations vouées à la défense de la laïcité.

Le GST s'est opposé dans les années 1970, de concert avec le mouvement syndical et démocratique, à la discrimination dans l'embauche découlant de l'obligation pour le personnel enseignant des écoles catholiques d'être de foi catholique, à la mise à l'index par le Comité catholique de livres d'histoire du socialisme et de matériel d'éducation sexuelle déclaré immoral, à la croisade de l'épiscopat en faveur d'une école « audacieusement chrétienne » et de l'abolition à cette fin du critère d'ancienneté dans l'embauche des enseignants. À partir de 1976, ses militants sont intervenus dans le cadre de l'Association québécoise pour l'application du droit d'exemption à l'enseignement

religieux (AQADER), dont la bataille la mieux connue est celle qu'elle a menée en appui aux parents et enseignants de l'École Notre-Dame-des-Neiges, qui revendiquaient la déconfessionnalisation de leur école. De concert avec la Commission des droits de la personne et l'Alliance des professeurs de Montréal, l'AQADER appuyait la campagne du comité d'école en faveur de la révocation du statut catholique de l'école et de sa transformation en une école pluraliste accueillant tous les enfants sans distinction d'appartenance ethnique et religieuse. Le jugement rendu en avril 1980 sur cette affaire par le juge en chef Jules Deschênes de la Cour supérieure, quelques semaines avant le référendum de mai 1980, qui déclarait ce projet inconstitutionnel et confirmait le caractère obligatoirement confessionnel de toutes les écoles de la CECM en invoquant l'article 93 de l'AANB, ne laissait aucun doute, soulignait le GST, sur le fait que la laïcité était au centre du débat référendaire, ainsi que l'abrogation de l'AANB, au moment où le gouvernement Lévesque cherchait plutôt à négocier un nouveau compromis laissant en place l'État fédéral et son appareil antidémocratique<sup>9</sup>.

Quelques mois plus tard, l'AQADER se prononçait pour la séparation effective de l'Église et de l'État et pour la laïcité de toutes les écoles publiques. Elle était à l'initiative en 1981, quinze ans après la dissolution du Mouvement laïque de langue française (MLF), de la création du Mouvement laïque québécois (MLQ), auquel les militants du GST ont activement participé. Le MLQ a fait de la lutte pour l'abrogation de l'article 93 de l'AANB son premier cheval de bataille ; cet article devait être reconduit dans le document tenant lieu de constitution par le coup de force constitutionnel de Trudeau en 1982. Une Coalition pour l'égalité des droits en éducation (CEDE), dont faisaient partie le MLQ, la Ligue des droits et libertés et la CEQ, soumettait au gouvernement du Québec une pétition en ce sens à la fin de 1986. Le MLQ menait aussi une opposition aux projets de réforme de l'École soumis par le gouvernement Lévesque, dont celui proposé par le ministre de l'Éducation Camille Laurin, qui maintenait le caractère confessionnel de l'École, le pouvoir des Comités confessionnels et le financement public des écoles privées. Le GST publiait du projet de « l'école Laurin » un dossier analytique critique de huit pages dans *Tribune ouvrière* en février 1984.

## RÉVOLUTION POLITIQUE DANS LES « PAYS DE L'EST »

Une composante clé de la politique du GST et du courant international auquel il se rattache est leur caractérisation de la nature des pays de l'Est, tel qu'ils existent alors, l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) et ses satellites d'Europe centrale et orientale, la Chine, Cuba, etc., et de la

révolution qui y est à l'ordre du jour. Ces pays, le GST ne les caractérise ni comme socialistes, comme le soutiennent l'appareil du Kremlin et ses relais internationaux que sont les Partis communistes des divers pays occidentaux, ni comme révisionnistes ou redevenus capitalistes, comme le soutiennent la bureaucratie chinoise et ses relais internationaux, les organisations staliennes maoïstes. Ce sont des pays où le capital a été exproprié, ce qui les distingue des pays capitalistes, mais ce sont aussi des pays où la classe ouvrière ne détient pas le pouvoir. Celui-ci se trouve aux mains d'une bureaucratie parasitaire, autoritaire et répressive, forcée, pour se perpétuer, de défendre les acquis de la révolution socialiste que sont la propriété étatique des moyens de production, l'économie planifiée et le monopole d'État du commerce extérieur.

Par analogie, Napoléon Bonaparte a renversé en 1799 la République démocratique mise en place par la Révolution française de 1789 pour y substituer l'Empire et son pouvoir dictatorial. Mais il n'a pas rétabli la propriété féodale renversée par la Révolution de 1789. Il a préservé à sa manière et consolidé le régime de la propriété bourgeoise. De la même manière, Staline a exproprié la classe ouvrière du pouvoir politique en liquidant les soviets qui étaient les organes démocratiques du pouvoir des travailleurs. Mais il n'a pas rétabli la propriété capitaliste. Ce n'est que 65 ans plus tard, au début des années 1990, que la propriété capitaliste sera rétablie dans ce qui sera désormais l'ex-URSS, c'est-à-dire la Russie et les anciennes républiques soviétiques, et dans les pays d'Europe centrale et orientale. Staline a préservé et consolidé la propriété étatique, fondement de l'État ouvrier. Mais l'État ouvrier dont il s'agit est un État ouvrier bureaucratique. La tâche historique de la classe ouvrière est alors de renverser cette bureaucratie et de rétablir son propre pouvoir. Si elle y parvient, elle n'aura pas à exproprier le capital qui l'a déjà été. En d'autres termes, elle a à accomplir une *révolution politique* et non une *révolution sociale*, parce que cette révolution sociale, l'expropriation du capital, a déjà été réalisée et qu'elle n'a pas été renversée, même si la classe ouvrière a été écartée du pouvoir politique. Tout comme le peuple français a renversé la dictature de l'Empire et rétabli la République en 1848 ; ce faisant, il a accompli une révolution politique sans avoir à accomplir une révolution sociale, parce que la propriété bourgeoise avait été préservée par l'Empire.

Pour le GST, la révolution politique qui est à l'ordre du jour dans les pays où le capital a été exproprié est une partie intégrante de la révolution mondiale. Son volet complémentaire dans les pays capitalistes est la révolution sociale dont l'objectif est le renversement du capitalisme et la lutte pour le socialisme. Le GST a apporté une contribution systématique et ininterrompue aux activités internationales de soutien aux luttes menées par les

travailleurs et les peuples des pays de l'Est contre la bureaucratie stalinienne, par des interventions et des campagnes publiques en faveur de la libération des prisonniers politiques, en appui à la formation de syndicats libres et de mouvements politiques d'opposition et de défense des droits démocratiques, par la diffusion de documentation, etc.

Sa première intervention en ce sens est son association à la fin de 1975 à la campagne de solidarité internationale pour obtenir la libération du mathématicien ukrainien se réclamant du marxisme, Léonide Pliouchtch, déclaré schizophrène et interné dans un hôpital psychiatrique où on lui administrait des doses massives de médicaments pour le guérir de cette « maladie mentale » qu'est la dissidence politique. Libéré grâce à cette campagne internationale, Pliouchtch est venu à Montréal en avril 1976 à l'invitation du GST et a participé à une assemblée publique réunissant 1200 personnes, organisée par le GST et parrainée par les centrales syndicales, la Ligue des droits de l'homme et Amnesty International. Dans la suite de cette initiative et répondant à l'appel lancé en ce sens par Pliouchtch lors de l'assemblée d'avril 1976, le GST a été à l'initiative de la création en janvier 1977 de la section québécoise du Comité international contre la répression (CICR), dont l'objectif était le combat sans conditions ni préalables pour la libération des prisonniers politiques à l'ouest comme à l'est en s'appuyant sur les organisations ouvrières et démocratiques. Le CICR lançait au même moment la publication en français de la revue *Listy* (Les feuilles), organe de l'opposition socialiste tchécoslovaque, qui était mise en vente dans les locaux du GST par sa maison d'éditions, les Presses socialistes internationales (PSI), puis à la Librairie Octobre à partir de 1979. Le GST assurait également la diffusion des publications de l'organisation Charte 77 de Tchécoslovaquie, animée entre autres par les écrivains Vaclav Havel et Pavel Kohout, les écrits clandestins de l'Opposition communiste en URSS, connus sous le nom de Samizdat<sup>10</sup>, les publications de l'opposition polonaise, alors en pleine montée, parmi lesquelles les *Lettres de prison* du dirigeant du comité de grève des chantiers navals de Szczecin en 1970-1971, Edmund Baluka, la revue *Le Frelon* publiée en défense des syndicats libres, les documents du Comité de défense des ouvriers de Pologne (KOR) formé à la suite des grèves de Radom et Ursus en 1976 et animé par Jacek Kuron et Karel Modzolevsky, du Comité d'auto-défense sociale (KSS-KOR) qui lui a succédé et du syndicat Solidarnosc, ainsi que de nombreuses autres publications sur l'histoire et les développements alors en cours de la lutte anti-bureaucratique à l'Est.

En 1978, le GST s'associait à la campagne internationale en appui à la fondation du premier syndicat libre en URSS, pour réclamer la libération du fondateur de ce syndicat, le mineur Vladimir Khlebanov, emprisonné dans

un hôpital psychiatrique pour son implication dans cette opération proscrite par la bureaucratie, et la réintégration des 200 ouvriers licenciés à cause du même « délit ». Cent membres de la Fédération des mines, de la métallurgie et des produits chimiques de la CSN signaient la pétition réclamant sa libération. Cette campagne se transformait l'année suivante en une campagne pour la libération, aux côtés de Khlebanov, du militant polonais Kasimierz Switon, lui aussi à l'initiative d'un comité d'organisation de syndicats libres, et du militant Jaroslav Sabata, porte-parole de Charte 77 en Tchécoslovaquie, « coupable » également d'activités en défense des droits démocratiques. Peu après, s'ajoutaient à cette liste les noms des militants tchécoslovaques emprisonnés du Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies (VONS) et de Charte 77, parmi lesquels Vaclav Havel, Peter Uhl et Vaclav Benda, et du militant Edmund Zdrozinsky, éditeur du journal ouvrier indépendant *Robotnik*.

En 1980, le GST mettait sur pied un Comité de solidarité avec les travailleurs polonais (CSTP) et relayait la demande publique de réintégration dans ses fonctions lancée par Edmund Baluka lors d'une manifestation de 50000 travailleurs à Szczecin appuyée par le syndicat Solidarnosc. Il appuyait en 1980 l'appel de Baluka pour la création, face au parti de la bureaucratie, d'un véritable parti de la classe ouvrière polonaise, indépendant du pouvoir, le Parti socialiste polonais du travail (PSPT). Avec la proclamation de l'état de siège par le général Jaruzelsky en décembre 1981, il intensifiait significativement son intervention en soutien de la révolution politique en Pologne et du syndicat Solidarnosc, en organisant assemblées publiques, manifestations, signatures de pétitions, ainsi qu'une tournée du Québec à laquelle a participé une dirigeante de Solidarnosc, Danuta Nowakowska. Il répercutait au Québec et au Canada l'appel de la campagne internationale pour sauver Edmund Baluka, emprisonné depuis la déclaration de l'état de siège, qui avait entrepris une grève de la faim, en sollicitant des appuis au sein du mouvement ouvrier. Il multipliait les initiatives pour réclamer la libération des détenus politiques et la fin de la torture dans les prisons, apportant sa contribution à des manifestations internationales de solidarité qui ont conduit à l'adoption par la Diète polonaise, en juin 1984, d'une loi d'amnistie, et à la libération de 652 prisonniers. Tout en soutenant inconditionnellement le dirigeant de Solidarnosc, Lech Walesa, le GST n'en fustigeait pas moins son rôle de relais de l'Église catholique au sein du mouvement ouvrier polonais. Il mettait aussi en évidence la collusion tacite entre la hiérarchie catholique et le pouvoir dictatorial stalinien pour contenir un mouvement de masse menaçant toutes les autorités qui en bloquaient le déploiement.

On sait maintenant que si les régimes staliniens d'Europe de l'Est ont été renversés à partir de 1989, ce n'est pas la révolution politique qui a triomphé,

mais la contre-révolution capitaliste. Dans son dernier numéro, qui a paru au printemps 1990, *Tribune ouvrière* fait l'analyse de cette onde de choc qui a alors commencé à déferler et qui a changé la face du monde. Le GST a également contribué à préciser la place occupée par la Chine et par la bureaucratie stalinienne chinoise dans le dispositif mondial face à la bureaucratie soviétique et à l'impérialisme, et à démystifier cette référence caricaturale de la Grande révolution culturelle prolétarienne de la fin des années 1960, dont se réclamaient les organisations maoïstes et à laquelle elles vouaient un véritable culte. Il a mis en lumière les privilèges et les méthodes répressives de la bureaucratie chinoise, les mouvements de contestation des ouvriers, des paysans et des étudiants et la force avec laquelle ils ont été écrasés<sup>11</sup>. Le GST a également mis en évidence la fonction de relais de la politique soviétique exercée par Cuba en Amérique latine, en Afrique et ailleurs dans le monde, en particulier en Pologne où Fidel Castro appelait à l'intervention de l'armée contre le mouvement ouvrier et démocratique au début des années 1980.

## POLITIQUE INTERNATIONALE

L'analyse politique internationale à laquelle adhère le GST et dont un important volet a été exposé dans la section précédente procède de l'ordre mondial mis en place en vertu de l'accord conclu entre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne lors de la conférence de Yalta à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Cet ordre qui est secoué à l'Est, comme la section précédente en a témoigné, craque aussi de toute part à l'Ouest dans cette période où les masses populaires sont engagées dans une puissante remontée de combativité : approfondissement de la crise en Palestine et au Liban tout au cours de la période, chute des dictatures de Salazar au Portugal en 1974 et de Franco en Espagne en 1975, effondrement en 1979 du régime du Chah Mohammad Reza Pahlevi en Iran qui avait été jusque-là le pilier de l'intervention états-unienne au Moyen-Orient, révolution en Amérique centrale, chute des dictatures au Nicaragua et au Salvador la même année, etc. À l'égard de ces développements, le GST a d'abord joué un rôle important d'éducation et de mobilisation en consacrant au moins le quart des pages de chaque numéro de son journal, *Tribune ouvrière*, à leur analyse politique, au rappel de leurs origines historiques et de leurs significations dans le processus d'ensemble de la lutte des classes à l'échelle mondiale, et à la mise en lumière de politiques aptes à apporter des solutions dans l'intérêt des travailleurs et de la masse de la population. Il s'est également acquitté de cette tâche en s'associant à des campagnes de solidarité sur ces enjeux et par l'organisation de forums

politiques et de conférences de formation pour en débattre (Chine, Iran, Nicaragua, Proche-Orient, invasion de l'Afghanistan par l'URSS. . . ).

Comme dans le cas de la défense des droits démocratiques dans les pays de l'Est, le GST a participé à des campagnes de solidarité internationale pour la défense des mêmes droits bafoués par les régimes dictatoriaux à l'ouest, et par ceux qui voudraient qu'on les considère comme démocratiques, comme la Grande-Bretagne dirigée par Margaret Thatcher dans les années 1980. Il s'est alors activement impliqué dans le Comité Québec-Irlande, qui a mené une intense campagne en soutien des grévistes de la faim du mouvement républicain irlandais détenus dans les prisons britanniques, dont plusieurs ont résisté jusqu'à la mort. Le mieux connu d'entre eux est Bobby Sands.

Dans tous les enjeux de la lutte des classes à l'échelle internationale, il a inlassablement remis de l'avant la nécessité du recours à la stratégie du « front unique ouvrier », c'est-à-dire du front uni des seules organisations des travailleurs, en toute indépendance face à celles des classes possédantes<sup>12</sup>. C'est cette stratégie, comme nous l'avons vu, qui était à la base, au Québec, du mot d'ordre du parti des travailleurs à construire en utilisant le levier des syndicats. La démonstration éclatante, sur le terrain international, de la validité de cette stratégie a été apportée au cours des années 1970 et 1980 par le combat de la classe ouvrière brésilienne contre la dictature et la conquête de son indépendance organisationnelle. Ce combat a donné lieu à la formation de sa centrale syndicale indépendante, la Centrale unique des travailleurs (CUT), qui lui a servi de levier pour la construction du Parti des travailleurs (PT), porté au pouvoir en 2002. Dans les pays comme la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, etc., où les travailleurs possèdent déjà des partis politiques, comme les partis communistes ou socialistes, la stratégie du « front unique ouvrier » est celle de l'unité de ces seuls partis et des autres organisations des travailleurs contre les partis et organisations de la bourgeoisie. Cette stratégie, nous l'avons vu, est celle qui a été élaborée dans le feu de l'action par le mouvement ouvrier révolutionnaire et qui a été érigée en politique générale par l'Internationale communiste, du vivant de Lénine, lors de ses premiers congrès de 1921 à 1923. Dès 1924, elle a été proscrite par le stalinisme qui, après lui avoir substitué dans un premier temps une politique de division des rangs ouvriers en désignant les social-démocrates comme des « social-fascistes », opérait un virage à 180 degrés au milieu des années 1930 et érigeait en politique officielle une nouvelle stratégie d'union avec les ennemis de la veille qu'étaient les social-démocrates, dans un nouveau cadre dit de « Front populaire » ou « d'union nationale » intégrant les partis bourgeois. Le programme d'une telle coalition inter-classes, ne pouvant reprendre les revendications des travailleurs qui remettent en cause les intérêts de la bourgeoisie, est nécessairement dressé contre les intérêts des travailleurs. Excluant

inévitablement la perspective de la révolution, il est le complément logique de la politique stalinienne qui voit le socialisme comme devant se construire dans la seule Union soviétique.

Le GST n'a jamais eu de cesse de rappeler l'origine de cette stratégie de « front populaire » dressée contre celle du « front unique ouvrier », ainsi que les graves défaites auxquelles elle a mené, en Espagne par exemple, en 1936, et au Chili en 1973. La brûlante actualité de l'opposition entre ces deux stratégies devait se manifester en particulier dans le cadre de l'action qu'il menait en 1981 en appui à la révolution au Salvador. Donnant son soutien inconditionnel à la lutte du peuple salvadorien et reconnaissant le Front Farabundo Martí de libération nationale (FFMLN) et le Front démocratique révolutionnaire (FDR) comme les organisations dirigeantes de cette lutte, le GST refusait par contre d'appuyer le programme de front populaire du FDR et appelait à la formation d'un gouvernement du FFMLN, c'est-à-dire des seules organisations des masses salvadoriennes, sans représentants, civils ou militaires, de la bourgeoisie. Sous l'influence des organisations staliniennes, les représentants du FDR au Canada invoquaient cette position du GST pour lui refuser d'adhérer au Comité unitaire de solidarité avec El Salvador (CUSES), qu'ils contrôlaient<sup>13</sup>. Le GST formulait la même critique à l'égard du programme de front populaire du Gouvernement de reconstruction nationale (GRN) mis en place au même moment par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) au Nicaragua. Il soutenait par contre avec enthousiasme les initiatives indépendantes de la bourgeoisie, comme celle du Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire (FOCEP) au Pérou, auquel participait l'organisation péruvienne sœur du GST, le Parti ouvrier marxiste révolutionnaire (POMR)<sup>14</sup>. Fait à noter, toutes les initiatives de front populaire en Amérique latine jouissaient du soutien actif de la bureaucratie cubaine, chef de file du stalinisme sur le continent.

Le GST a été tout aussi critique de la stratégie dite « foquiste », selon laquelle la révolution, en particulier dans les pays sous-développés, devrait procéder à partir de « foyers » militants, d'actes d'éclat isolés, voire terroristes, prétendant se substituer à l'action ouverte des masses s'appuyant sur leurs organisations.

## LA RECONSTRUCTION DE LA IV<sup>E</sup> INTERNATIONALE

Tel que mentionné au début de ce texte, le GST était rattaché à un courant du trotskysme demeuré fidèle au programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale à la suite de l'abandon de ce programme par la majorité de

l'organisation, et voué à l'objectif de la reconstruire sur la base de ce programme. Le GST était membre, depuis 1973, du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale (CORQI) qui regroupait des organisations de plusieurs pays, dont la principale était l'organisation française, l'Organisation communiste internationaliste (OCI). Un important développement est survenu dans la voie de cette reconstruction à la fin des années 1970, dont la révolution au Nicaragua a été le catalyseur. Des organisations d'Amérique latine rattachées au courant trotskyste dont les organisations rassemblées dans le CORQI s'étaient séparées plusieurs années auparavant, ont alors rompu avec ce courant pour se joindre au CORQI et fonder une nouvelle organisation vouée à la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. La raison de cette rupture était l'expérience concrète, faite sur le terrain par ces organisations, de la nature bourgeoise contre-révolutionnaire du Gouvernement de reconstruction nationale du Nicaragua, et leur rejet conséquent de la politique de front populaire appuyée par l'organisation internationale dont elles étaient membres, connue sous le nom de Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale. L'indépendance de classe contre la collaboration de classe incarnée dans la politique de front populaire, tel était le clivage profond sur lequel se départageaient les défenseurs du programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

La nouvelle organisation, qui a pris le nom de IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international), a été fondée à Paris en décembre 1980, lors d'une conférence qui a réuni les délégués des organisations membres, en provenance de quarante pays. Elle a suscité de grands espoirs qui ont malheureusement été rapidement déçus. Elle éclatait à peine un an après sa fondation sur la base d'un désaccord quant à la politique du nouveau gouvernement français formé par le Parti socialiste et le Parti communiste, sous la présidence de François Mitterrand. Les organisations qui étaient antérieurement membres du CORQI se rassemblaient désormais au sein de IV<sup>e</sup> Internationale (Centre international de reconstruction). Ce nouveau centre se donnait l'objectif de reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale en alliance avec des forces indépendantes, comme le Parti des travailleurs du Brésil, par exemple. Au terme d'une évolution qui avait mené la direction de cette organisation à ce qu'il qualifiait d'autoritarisme et de « véritable délire sectaire »<sup>15</sup>, le GST rompait ses liens avec elle lors de son XI<sup>e</sup> congrès, en juin 1987. Il cessait aussi à partir de ce moment, rappelons-le, son activité en tant que groupe politique organisé.

#### TRIBUNE OUVRIÈRE ET AUTRES PUBLICATIONS

Le GST a d'abord publié un bulletin ronéotypé bilingue, le *Bulletin du Comité de liaison pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale au Canada*.

Quatre numéros (le dernier était un numéro double) ont paru de 1973 à 1975. À son 11<sup>e</sup> congrès, en 1976, le GST décidait d'en reprendre la parution, mais cette décision n'a pas eu de suite<sup>16</sup>.

*Tribune ouvrière*, son organe officiel, a été un mensuel de format tabloïd au cours de ses cinq premières années, de 4 pages la première année, 8 pages la deuxième, 12 pages les troisième et quatrième années avec, à l'occasion, des numéros spéciaux de 16, 20 et 24 pages, et de 16 pages la cinquième année ; sans couleur jusqu'à mai 1977, avec couleur jusqu'en décembre 1979. À cette date, cinquante numéros avaient été publiés depuis le premier, en novembre 1974. *Tribune ouvrière* est devenu un hebdomadaire de format tabloïd allongé, numéroté à partir de 51 (dans la suite des cinquante numéros jusque-là publiés) ; de 8 pages avec couleur, du numéro 51 (28 janvier 1980) au numéro 71 (23 juin 1980) ; de 4 pages sans couleur, du numéro 72 (28 septembre 1980) au numéro 92 (16 mars 1981) ; et de 8 pages sans couleur, du numéro 93 (23 mars 1981) au numéro 102 (15 juin 1981). En raison de graves problèmes financiers, la production de *Tribune ouvrière* a alors été suspendue pendant six mois au cours desquels le GST a diffusé une *Lettre de Tribune ouvrière* pendant l'été, puis six numéros d'un petit *Bulletin* au cours des mois d'automne. La publication de *Tribune ouvrière* a repris à la fin de janvier 1982 sous un nouveau format de 8,5 pouces par 12 pouces (21,5 cm par 31,5 cm) produit et imprimé dans les locaux du GST ; jusqu'alors, le journal avait été produit à l'extérieur. Sous cette forme, *Tribune ouvrière* a été un bimensuel de 8 pages du numéro 104 (janvier-février 1982) au numéro 171 (été 1985), un mensuel de 16 pages du numéro 172 (octobre 1985) au numéro 187 (mai-juillet 1987), un bimestriel de 20 pages du numéro 187 (mai-juillet 1987) au numéro 191 (juin-juillet 1988). Trois autres numéros ont suivi, deux en 1989 et le dernier, le numéro 194, au printemps 1990. Le GST a également produit un journal en langue anglaise, destiné au Canada anglais, qui a pris successivement le nom de *Workers' Politics* et *Socialist Worker*, dont quelques numéros seulement ont paru.

Le GST a produit par l'intermédiaire de sa maison d'éditions, les Presses socialistes internationales (PSI) des livres, des brochures et des documents, dont la liste est présentée en annexe. Il a aussi produit des documents internes de formation, sur la méthode de construction du parti révolutionnaire, le stalinisme, la révolution permanente, la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale, etc. Il a assuré la diffusion de ses propres documents publics, d'un grand éventail de documents politiques de diverses sources, ainsi que des livres d'intérêt général, romans, essais, etc., dans un premier temps à l'intérieur de ses locaux par le biais des PSI, puis du Centre de recherche et d'informations ouvrières

(CRIO) mis sur pied en mars 1977, dans un deuxième temps, à partir d'octobre 1978, dans sa librairie publique avec pignon sur rue, la Librairie Octobre, puis de nouveau à l'intérieur de ses locaux au cours de la dernière période de son existence, après la fermeture de la Librairie Octobre à la fin de 1981.

## VIE DE L'ORGANISATION

Le recrutement au GST se faisait par cooptation individuelle sur la base de l'adhésion au programme de l'organisation qui était exposé et débattu avec l'intéressé dans le cadre de discussions préalables au sein d'un Groupe de discussion politique (GDP). Chaque militant était intégré dans une cellule. Les cellules étaient regroupées en rayons sur une base sectorielle et régionale. L'instance décisionnelle de l'organisation était le congrès qui en déterminait les orientations. Le GST a tenu neuf congrès au cours des treize années de son existence, de 1974 à 1987. Le congrès élisait un comité central d'une vingtaine de membres qui formait la direction de l'organisation et était investi des pleins pouvoirs entre les congrès sur la base des orientations votées par le congrès. Le comité central se réunissait mensuellement. Il élisait en son sein un bureau politique de cinq membres qui était responsable devant lui et était chargé de diriger le fonctionnement courant de l'organisation. Le bureau politique se réunissait au moins une fois par semaine. Les cellules se réunissaient aussi, normalement, une fois par semaine. Elles étaient dirigées par un secrétaire qui présentait un rapport politique à chaque réunion. Elles débattaient ensuite des questions internes de l'organisation, soulevées à l'occasion dans un bulletin intérieur, ainsi que, le cas échéant, des documents préparatoires aux réunions centrales, comme les congrès. Elles préparaient et coordonnaient les interventions des militants dans les milieux de travail, d'étude, etc., répartissaient les tâches, comme la diffusion du journal, établissaient, à partir des directives centrales, les objectifs de recrutement, de collecte de fonds, d'abonnements au journal et en vérifiaient l'exécution, elles percevaient les cotisations mensuelles des militants. Les noms utilisés par les militants à l'intérieur de l'organisation étaient des pseudonymes et non leurs noms civils.

Les militants du GST étaient principalement implantés au Québec. Le nombre de militants œuvrant au Canada anglais a augmenté quelque peu à partir de 1979 lorsque la décision a été prise au congrès de 1979 d'intensifier le travail en cette direction. Mais le GST n'y a jamais eu plus d'une poignée de militants, concentrés dans trois villes, Ottawa, Toronto et Vancouver. Au Québec, la plus grande concentration de ses militants se trouvait à Montréal,

avec des noyaux dans une demi-douzaine d'autres régions. Il va sans dire que son secrétariat national se trouvait à Montréal. Il a occupé à ses débuts un petit local situé au 3960 de la rue Saint-Denis, qu'il a quitté en mai 1975 pour s'installer au 4073 de la rue Saint-Hubert, où il occupait un rez-de-chaussée et un sous-sol. En octobre 1978, il ouvrait sa librairie, la Librairie Octobre, au 4216 de la rue Saint-Denis. Au cours de l'été 1980, il a installé son secrétariat national au-dessus de la Librairie Octobre, au 4218 de la rue Saint-Denis. À la fin de 1981, il fermait la Librairie Octobre et quittait les locaux de la rue Saint-Denis pour s'installer au 2209 est, de la rue Mont-Royal, où il est resté jusqu'en mars 1988. Le groupe de militants qui a assuré la publication de *Tribune ouvrière* après la dissolution du GST en 1987 a alors emménagé dans un local situé au 3765 est, de la rue Sainte-Catherine, qu'il a quitté en mars 1991.

La première source du financement du GST était les cotisations de ses membres, proportionnelles à leur salaire, selon un barème qui relevait de l'information interne. Les autres sources de financement étaient les campagnes de soutien financier et d'abonnements à *Tribune ouvrière* menées auprès des sympathisants, ainsi que la fête annuelle de *Tribune ouvrière* à l'occasion de laquelle le GST organisait un encan. Le GST a mené sa première campagne financière en septembre 1975. Son modeste objectif de 5000\$ a été rapidement atteint, un mois plus tard. Au printemps 1977, il se fixait un objectif de 12000\$, qui a été dépassé de 2500\$. En novembre 1978, il augmentait son objectif à 20000\$. Au terme de quatre mois de campagne, cet objectif était dépassé de 4600\$. Encouragé, il augmentait de nouveau son objectif pour le fixer à 35000\$ l'automne suivant. Cette fois l'objectif n'était pas atteint ; 33000\$ étaient recueillis auprès de 400 donateurs, mais la fête de *Tribune ouvrière* en juin 1980 rassemblait 450 personnes et comblait la différence. En octobre 1980, le GST augmentait encore son objectif pour le porter à 50000\$. Après plus de six mois de campagne, il parvenait à récolter 40000\$ auprès de 750 donateurs. Il avait atteint un maximum qu'il n'est jamais parvenu à atteindre ni même à approcher par après. En septembre 1981, il s'était fixé un objectif de 40000\$. Fin décembre, il avait péniblement récolté 12000\$, auxquels se rajoutèrent les 5000\$ de la fête de *Tribune ouvrière* en juin 1982. Prenant la mesure des résultats de la campagne précédente, il fixait son objectif à 25000\$ au cours des deux années suivantes, objectifs qu'il a atteint après six mois de campagne la première année et légèrement dépassé l'année suivante grâce aux résultats plus favorables de la fête de *Tribune ouvrière* à l'occasion du x<sup>e</sup> anniversaire de la publication du journal. Il réduisait encore davantage son objectif par la suite pour le porter à 12000\$ à l'automne 1985, objectif qu'il n'atteignait encore que grâce aux produits de la fête de *Tribune*

*ouvrière*, au terme d'une campagne qui avait de nouveau duré plus de huit mois<sup>17</sup>. Le nombre des abonnements avait alors chuté à 200. Le GST n'a pas organisé d'autres campagnes de financement par après. Il s'en est tenu à solliciter des réabonnements à son journal.

À travers le prisme de cette évolution de l'appui financier de ses sympathisants et de leur intérêt pour son journal, se profile une image assez précise de la croissance et du déclin du GST. Le GST a connu une importante croissance au cours d'une première période qui a atteint son apogée dans les années 1979-1981. Les années suivantes ont été marquées par une décroissance graduelle. Sur le plan matériel et financier, l'année 1981 a été une année charnière, marquée par d'importantes décisions, comme la fermeture de la *Librairie Octobre*, la suspension de la publication de *Tribune ouvrière* pendant six mois, puis sa relance sous un format réduit de moitié, en tant que bimensuel plutôt qu'hebdomadaire, le déménagement dans de nouveaux locaux intégrant l'ensemble des activités de l'organisation, dont la réalisation matérielle de toutes les opérations de la production de *Tribune ouvrière* et des autres publications, et la réduction du nombre, déjà modeste, des permanents rémunérés de l'organisation. Le redressement financier dans lequel le GST s'engageait ainsi comprenait également le remboursement de lourdes dettes contractées dans la période précédente aux taux d'intérêt exorbitants qui prévalaient alors. Les Presses socialistes internationales avaient par ailleurs publié leurs derniers titres en 1979.

Exaltante sur le plan de l'engagement politique, la vie des militants du GST, comme celle des militants d'autres organisations politiques sans aucun doute, était physiquement, financièrement et émotivement très exigeante. En comptant les réunions de cellule, de comités, de commissions, les activités syndicales, les manifestations, les interventions dans le travail au sein de la jeunesse, parmi les femmes, dans le combat pour la laïcité, dans les comités de défense des droits démocratiques, pour la libération de militants emprisonnés, dans les organisations comme le RMS, le RJS, le RAJ, dans la rédaction, la production et la diffusion de journaux, de tracts, etc., auxquelles s'ajoutaient les heures de permanence à la librairie, au local, toutes les soirées y passaient et au moins une partie sinon la totalité des fins de semaine et des vacances, pour des militants dont la plupart avaient un emploi, étudiaient, avaient une famille. La vie de militant est une sorte de vie d'extraterrestre dont les composantes sociale et familiale sont sérieusement amputées. On comprend plus facilement sous cet angle pourquoi l'Internationale noire des curés a instauré le célibat et la réclusion en communauté pour s'assurer de la disponibilité entière de ses officiers. Au point de vue financier, les cotisations mensuelles étaient loin d'être la seule charge. Les militants étaient continuellement sollicités à faire plus, à payer de leur poche telle ou telle dépense qui

pouvait survenir dans l'action militante, à contribuer par exemple à l'organisation de la fête annuelle de *Tribune ouvrière* en prenant à leur charge telle ou telle composante du menu du buffet servi aux participants, en offrant une pièce à mettre à l'encan, puis en se portant acquéreurs de certaines des pièces mises à l'encan. Mais cet effort financier supplémentaire, auquel les militants consentaient dans l'enthousiasme et avec la volonté de faire progresser l'organisation, n'a jamais été un élément de démobilisation. Si une fatigue et une lassitude ont fini par s'installer, elles ont plutôt été provoquées par le non aboutissement des politiques défendues par l'organisation et les difficultés qui en découlaient de réaliser les objectifs qu'elle se fixait. Elles l'ont été tout autant sinon plus par les événements déprimants qu'ont été les crises à répétition au sein de l'organisation internationale et une succession d'expulsions et de démissions au sein de la section française, son principal bastion, qui avait en réalité « mis au monde » le GST et qui avait toujours été pour lui le modèle à suivre. Ces événements semblaient chaque fois reporter aux calendes grecques ce qui avait pu paraître jusque-là comme atteignable dans un délai raisonnable. À cela s'ajoute évidemment le contexte politique et social général qui est celui d'une reprise de l'initiative par la bourgeoisie s'appuyant sur un néolibéralisme qui s'est généralisé à partir du début des années 1980, et de la capitulation des directions ouvrières devant un cours qui n'est parvenu à prendre les apparences de l'inévitable que parce qu'une riposte adéquate ne lui a été opposée.

#### ANNEXE : PUBLICATIONS DU GST ET DES PRESSES SOCIALISTES INTERNATIONALES

Collection « Documents du Groupe socialiste des travailleurs du Québec »

*Syndicats, parti des travailleurs et parti ouvrier révolutionnaire*, 1976, 61 p. ; rédigé par Serge Denis.

*Les marxistes et l'émancipation de la femme*, 1976, 47 p. ; rédigé par Roch Denis.

*La question nationale et la révolution prolétarienne au Canada : définition des mots d'ordre du GSTQ au Québec dans la lutte pour la destruction de l'État fédéral*, 1978, 61 p.

Collection « Écrits de Léon Trotsky »

*Programme de transition. L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale*, 1977, 80 p. ; édition réalisée par Roch Denis et Luc Bégin.

## Autres

*Ouvrons nos contrats. Résistons aux injonctions (La grève des travailleurs du transport de Montréal – été 1974)*, 1975, 101 p. ; rédigé par Normand Guèvremont.

*Révolution au Portugal* (Dossier sur la révolution au Portugal), 1975, 121 p.

*L'économie capitaliste : une analyse marxiste*, deux tomes, 1976 et 1979, 266 et 408 p. ; rédigé par Louis Gill.

*Luttes de classes et question nationale au Québec : 1948-1968*, 1979, 604 p. ; rédigé par Roch Denis. Publication conjointe des Presses socialistes internationales et d'Études et documentation internationales (Paris).

*Manifeste pour l'indépendance du Québec*, 1980, 26 p., ronéotypé.

Ces livres, brochures et documents sont publics, ainsi que les numéros de *Tribune ouvrière*. Ils peuvent être consultés aux Archives de l'UQAM, à la Bibliothèque centrale de l'UQAM et à la Bibliothèque nationale du Québec.

## NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Devenue la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal, puis la Société de transport de Montréal.
2. Face au puissant mouvement de solidarité qui s'était manifesté lors de cette grève exemplaire, le juge en chef de la Cour supérieure du Québec, Jules Deschênes, avait rejeté les accusations comme « socialement, politiquement et judiciairement inopportunes dans leur conception et dangereuses dans leurs conséquences » (*TO*, juin 1978, p. 3). C'est à la suite de l'appel de cette décision, logé par la STCUM et appuyé par les ministres de la Justice successifs, Jérôme Choquette du PLQ et Marc-André Bédard du PQ, que le jugement de 1974 a été cassé et que les condamnations ont été prononcées.
3. *Bulletin* du Comité de liaison pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale au Canada, no. 4-5, p. 79-80.
4. Document de 48 pages, daté du 29 octobre 1977, signé par Norbert Rodrigue de la CSN et Yvon Charbonneau de la CEQ.
5. Cité dans *TO*, novembre 1977, p. 6. Voir aussi *TO*, janvier 1978, p. 3, et mars-avril 1978, p. 3.
6. *TO*, septembre 1976, p. 4, février 1977, p. 7, novembre 1977, p. 18.
7. *TO*, no. 165, 11-25 mars 1985, p. 2.
8. *TO*, mars-avril 1978, p. 5.
9. *TO*, no. 63, avril 1980, p. 8.
10. *Samizdat* est un mot russe qui signifie « édité par soi-même ».

11. Voir en particulier *TO*, janvier 1979, p. 16, février 1979, p. 16, mars 1979, p. 16.
12. L'expression « front unique ouvrier », utilisée dans les écrits du mouvement ouvrier révolutionnaire pour désigner cette stratégie, contient la double dimension de « l'unité » à réaliser entre les organisations de la classe ouvrière, et de l'« exclusivité » de cette unité, au sens où elle doit être réalisée par elles seules, en toute indépendance face aux organisations qui lui sont étrangères.
13. *TO*, no. 87, février 1981, p. 1-3.
14. *TO*, mars 1979, p. 12-13.
15. *TO*, no. 188, octobre-novembre 1987, p. 20.
16. *TO*, juin 1976, supplément, p. 2.
17. Les montants mentionnés dans ce paragraphe proviennent de divers numéros de *Tribune ouvrière*. Ils sont exprimés en dollars courants des années 1970 et 1980. Pour en apprécier l'importance en termes de dollars de 2005, il faut les multiplier par 3,7 pour 1975, par 2,9 pour 1978, par 2,2 pour 1981 et par 1,7 pour 1985.

## ERRATA

Dans la première partie de cet article de Louis Gill publié dans le BHP vol. 14 no 2 (hiver 2006), des modifications inopportunes ont été apportées sans le consentement de l'auteur. Nos lecteurs auraient dû lire à la page 227, à la ligne 3 du 2<sup>e</sup> paragraphe : « Le GTQ avait fondé en 1973, avec des militants du Canada anglais regroupés dans le *Labour Action Committee*, le Comité de liaison... » (et non pas : « Le GTQ avait été fondé en 1973... »). À la page 245, 2<sup>e</sup> paragraphe, ligne 6, il faut lire : « candidatures impulsées par les centrales syndicales ». On a remplacé à tort le mot « impulsées » par « poussées ». Nous tenons à exprimer toutes nos excuses à l'auteur.

La rédaction